

# Appel à une intervention internationale au Kasai

- Face aux violences mortelles au Kasai, les appels à la communauté internationale se multiplient.
- Kinshasa attend toujours son Premier ministre.
- Fulgence Muteba veut lutter contre l'exploitation sauvage du bois rouge.

**R**elayant les cris de détresse des familles restées au pays, la diaspora kasaienne a lancé vendredi à Bruxelles un appel à "l'intervention de la communauté internationale" dans le Grand Kasai, au centre du Congo. Cette région est le théâtre d'un soulèvement villageois contre son abandon par les élites et par le pouvoir central, et la population subit une répression militaire et policière indiscriminée qui pourrait être constitutive de crimes contre l'humanité.

## Profanation publique

Le soulèvement est né du refus des autorités congolaises de reconnaître le chef de la principale tribu de la région – les Bajila-Kasanga, présente chez les Lulus et chez les Lubas Kamwina Nsapu, dans le but de le remplacer par un usurpateur. Ont suivi des exactions contre lui et sa famille, la tentative de vol des objets rituels de la royauté, puis la mort de Kamwina Nsapu dans des heurts avec les forces de l'ordre et la profanation publique de sa dépouille par celles-ci. La colère due à l'abandon économique de la région et à l'absence de développement ont permis la contagion de la rébellion à cinq provinces déjà.

M<sup>r</sup> Dieudonné Tshibuabua Mbuyi, avocat aux barreaux de Bruxelles, Kinshasa et Kananga (Kasai-central), membre de cette tribu, a souligné que, selon les agences de l'Onu, "au moins 1,74 million de personnes sont affectées par la crise", et 637 000 ont été déplacées. Il y a pourtant des casques bleus de la Monusco (Mission de l'Onu au Congo) à Kananga, dont la priorité, imposée par le Conseil de sécurité de l'Onu, est de défendre les civils, "mais ils ne font rien alors qu'ils ne sont qu'à une vingtaine de minutes de Nganda", se désespère l'avocat.

Cette commune semi-urbaine, qui

637 000  
personnes ont  
été déplacées  
par la crise au  
Kasai, dit l'Onu.

## À savoir

**Au pouvoir depuis 2001**, M. Kabila, qui s'est maintenu à son poste en vertu d'un arrêt controversé de la Cour constitutionnelle, a annoncé mercredi à la mi-journée qu'un nouveau "Premier ministre [serait] impérativement nommé dans les 48 heures".

**Face aux tractations sur le partage** des postes au sein du nouvel exécutif, le cardinal archevêque de Kinshasa, M<sup>r</sup> Laurent Monsengwo, avait dénoncé en février "la turpitude [des] choix nonbrillistes" des hommes politiques congolais, toutes tendances confondues.

fait partie des cinq communes de Kananga, a été le théâtre, fin mars (voir LLB 4 avril) de ratisages meurtriers par l'armée. Celle-ci était officiellement à la recherche de rebelles mais, selon de nombreux témoignages, a violé des femmes, tué des enfants et ceux qui résistaient au vol de leurs biens. Louise Ngandu, de la Maison

du Kasayi (1), a indiqué que selon un premier bilan incomplet dressé par des ONG de Kananga, cette opération militaire a fait "au moins 145 morts (d'autres corps sont toujours dans les maisons et d'autres encore ont été emportés)" et provoqué la fuite de "6000 ménages qui se sont réfugiés dans des églises et des hangars ou chez des parents; une soixantaine de femmes sont soignées après avoir déclaré avoir été violées par des militaires" – sans compter celles qui ne le disent pas.

"Il faut une enquête indépendante avec des membres de la communauté internationale", insistent les orateurs. Deux experts de l'Onu – une Suédoise et un Américain – ont été assassinés dans la région le mois dernier.

## La Défense belge enverra un convoi humanitaire

M<sup>me</sup> Ngandu rappelle que "70 % de la population a moins de 30 ans et est sans emploi. Les craintes que le ras-le-bol amène un embrasement sont donc bien réelles." M<sup>r</sup> Tshibuabua juge que la cérémonie officielle de réconciliation tenue à la mi-mars à Kananga à l'occasion de la visite du ministre congolais de l'Intérieur, Emmanuel Shadari, "ne règle pas le problème alors que le corps de Kamwina Nsapu n'a toujours pas reçu l'enterrement traditionnel du chef qui permet de nommer son successeur et que rien n'a été fait pour trouver une solution aux problèmes socio-économiques de fond".

Le juriste Laurent Mutambayi, conseiller auprès du secrétaire d'Etat à l'Asile et à la Migration, Theo Francken, a annoncé que le ministère belge de la Dé-

fense avait accepté l'envoi prochain d'un convoi humanitaire au Kasai. La Défense a confirmé cette information à "La Libre Belgique".

MFC

→ (1) La Maison du Kasayi, qui regroupe plusieurs ONG de ressortissants de cette région, organise la récolte d'aide pour les déplacés. On peut verser, avec la mention "SOS Kasai" au compte BE07 0017 9230 4766 - GEBABEBB

## Le Premier ministre annoncé pour vendredi par le président Kabila se fait attendre

Comme sœur Anne, on avait beau scruter les écrans, vendredi, on ne voyait rien venir. Mercredi dernier, en début d'après-midi, le président Joseph Kabila avait annoncé la nomination impérative *"dans les 48 heures"*, d'un nouveau Premier ministre – avant d'accepter la démission de celui en poste, Samy Badibanga. Vendredi soir, toutefois, son successeur n'était toujours pas annoncé.

Alors que le Congo est plongé dans une crise politique depuis la fin du dernier mandat légal de Joseph Kabila, le 20 décembre dernier, un accord de partage du pouvoir jusqu'à des élections, fin 2017, l'Accord de la Saint-Sylvestre, octroie ce poste au Rassemblement d'opposition.

Un groupe dissident de cette coalition a accédé à la demande de M. Kabila – demande ne reposant sur aucun précédent – de lui présenter plusieurs noms pour qu'il puisse choisir lui-même l'opposant qui dirigera son gouvernement, procédé qui, aux yeux de l'opposition, vide de sa substance l'accord de partage du pouvoir. Ces dissidents, dirigés par Joseph Olengankoy, ont proposé cinq noms: Felix Tshisekedi (seul candidat officiel du Rassemblement à ce poste), Raphaël Katebe Katoto (suspendu par son parti pour son rapprochement avec Kabila), Roger Lum-bala (une des rares personnalités politiques contre lesquelles les poursuites judiciaires ont été levées, au nom de l'apaisement), Valentin Mubake et Bruno Tshibala, deux adversaires de Félix Tshisekedi au sein de l'UDPS, principale formation d'opposition.

Sous les coups de boutoir que représentent la mort d'Etienne Tshisekedi et les tentatives de division orchestrées par le régime Kabila, l'opposition est en plein effritement. Alors qu'à l'UDPS, les uns excluent les autres et vice versa, des partis *"alliés de Tshisekedi"*, ont annoncé cette semaine quitter le Rassemblement.

Marie-France Cros

## "Ils sont en train de massacrer notre flore et donc notre futur par cupidité"

Ce jeudi, un convoi de près de 500 camions venu de République démocratique du Congo a été arrêté sur le territoire zambien. Ces camions transportaient des tonnes de "bois rouge", une espèce protégée particulièrement prisée par les Asiatiques. Fin de semaine dernière, de passage à Bruxelles, l'évêque de Kilwa-Kasenga, dans le Haut-Katanga, Fulgence Muteba, dénonçait à "La Libre" l'exploitation illégale et massive de ces essences. *"Cette exploitation n'a rien d'artisanale. Tout le monde sait qui se cache derrière ces coupes intensives de bois rouge"*, explique l'évêque qui ne se fait pas prier pour énoncer les noms de certains responsables de ce trafic. *"Les généraux Numbi et Raus sont, avec la famille présidentielle, les principaux acteurs de ce véritable massacre de notre flore. Pour couper un arbre, ils n'hésitent pas à écraser des hectares de forêt. Tous les jours, le Congo perd des centaines d'hectares de forêt à cause de ce massacre"*, poursuit-il.

Les exploitants forestiers congolais, eux, se prévalent d'avoir obtenu l'accord du gouverneur pour pratiquer leurs coupes. *"Ces autorisations ne sont pas légales, le gouverneur n'est pas habilité à octroyer ces documents. C'est une mafia qui n'a plus de limite. En 2013, des Chinois avaient voulu opérer de la sorte mais j'avais pu compter sur le soutien du gouverneur Katumbi qui n'avait pas hésité à jeter ces exploitants en prison. Aujourd'hui, il n'y a plus de limite, tout se déroule au vu et au su de tout le monde. Les paysans de chez nous sont démunis de tout. Ces coupes leur permettent parfois de gagner quelques dollars, quitte à délaisser leurs champs."* Si l'évêque Fulgence Muteba tente de faire entendre sa voix, c'est aussi parce que ces hommes *"qui ne reculent devant aucun crime pour gagner quelques poignées de dollars de plus"*, sont entrés désormais dans le parc des Kundelungu, (un des huit parcs nationaux de la RDC). *"C'est un de nos derniers sanctuaires. C'est une vitrine pour notre pays. Il faut les arrêter absolument, c'est notre responsabilité pour nos futures générations."*

H. Le.